

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) N° 04/26**

---

OBJET DE L'ACCORD-CADRE

**« PRESTATIONS DE TELEGERANCE (24 H/24 – 365 J/365)  
DES PLATEFORMES WEB INTERNET DU SYSTEME  
D'INFORMATION DE LA CNAF »**

---

# SOMMAIRE

<b>Article 1 : Objet .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 : Parties contractantes – Dispositions générales.....</b>	<b>4</b>
2.1 Parties contractantes .....	4
2.2 Dispositions générales.....	4
<b>Article 3 : Nature de l'accord-cadre .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Forme de l'accord-cadre .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 : Documents contractuels.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 6 : Durée de l'accord-cadre .....</b>	<b>6</b>
6.1 Durée initiale .....	6
6.2 Reconduction .....	6
<b>Article 7 : Utilisation de la langue française .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 8 : Description des prestations .....</b>	<b>6</b>
8.1 Partie ferme.....	6
8.2 Partie à bons de commande.....	7
8.3 Modalités de livraison des livrables documentaires .....	7
8.4 Opérations de vérification et de réception des prestations .....	7
<b>Article 9 : Emission des bons de commande .....</b>	<b>9</b>
9.1 Conditions d'émission des bons de commande.....	9
9.2 Délais d'exécution des bons de commande.....	9
9.3 Contenu des bons de commande.....	9
<b>Article 10 : Lieux d'exécution .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 11 : Délais d'exécution.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 12 : Prolongation des délais d'exécution.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 13 : Personnel chargé de réaliser les prestations, accès aux locaux, collaboration et échange, communication des informations.....</b>	<b>10</b>
13.1 Désignation des correspondants techniques .....	10
13.2 Absences, départ du personnel, remplacement .....	11
13.3 Statut du personnel du titulaire .....	12
13.4 Accès aux locaux du pouvoir adjudicateur.....	12
13.5 Collaboration et échange, communication des informations.....	12
<b>Article 14 : Obligation des parties .....</b>	<b>12</b>
14.1 Obligations du titulaire.....	12
14.1.1 Obligation de résultat, de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte .....	12
14.1.2 Considérations environnementales et réduction de l'impact environnemental.....	13
14.2 Obligation du pouvoir adjudicateur .....	14

<b>Article 15 : Secret professionnel – Obligation de confidentialité et de discrétion – Sécurité des données (données personnelles) .....</b>	<b>14</b>
15.1. Secret professionnel – Obligation de confidentialité et de discrétion.....	14
15.2. Traitement des données à caractère personnel .....	15
<b>Article 16 : Droits d'utilisation des résultats .....</b>	<b>16</b>
16.1 Connaissances antérieures.....	17
16.2 Etendue et durée de la cession des droits .....	17
16.3 Destination des résultats.....	17
16.4 Nature des droits cédés.....	17
16.5 Droits du titulaire .....	18
16.6 Garanties .....	18
<b>Article 17 : Prix.....</b>	<b>19</b>
17.1. Prix initiaux.....	19
17.1.1 Partie ferme 1 de l'accord-cadre : Suivi de l'accord-cadre et pilotage des prestations (hors prestations de télégestion) (articles 4.1.1 à 4.1.3 du CCTP) .....	19
17.1.2 Partie ferme 2 de l'accord-cadre : Prestations de télégestion (article 4.1.4 du CCTP) .....	19
17.1.3 Partie à bons de commande de l'accord-cadre : Prestations de télégestion (article 4.2 du CCTP) .....	19
17.2 Prix de règlement .....	20
17.2.1 Prix révisibles.....	20
17.2.2 Taxe sur la valeur ajoutée .....	20
<b>Article 18 : Pénalités.....</b>	<b>20</b>
18.1 Généralités .....	20
18.2 Caractère non-libératoire des pénalités.....	21
18.3 Pénalités en cas d'ajournement ou de rejet .....	21
18.4 Typologie et modalités de calcul.....	21
18.4.1 Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations de la partie ferme de l'accord-cadre (hors prestations de télégestion) .....	21
18.4.2 Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations de télégestion de la partie ferme de l'accord-cadre.....	21
18.4.3 Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations de la partie à bons de commande de l'accord-cadre.....	22
18.4.4 Pénalités pour indisponibilité.....	23
<b>Article 19 : Régime financier .....</b>	<b>23</b>
19.1 Avance .....	23
19.2 Acomptes.....	24
19.2.1 Cas général .....	24
19.2.2 Cas des petites et moyennes entreprises .....	24
19.3 Facturation .....	25
19.4 Délai de paiement .....	26
19.4.1 Point de départ du délai de paiement .....	26
19.4.2 Suspension du délai de paiement .....	26
19.4.3 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement .....	27
19.4.4 Délai de paiement du sous-traitant.....	27

19.5 Modalités de paiement .....	27
<b>Article 20 : Sous-traitance .....</b>	<b>27</b>
<b>Article 21 : Réparation des dommages – Assurances.....</b>	<b>28</b>
21.1 Réparation des dommages.....	28
21.2 Assurances.....	28
<b>Article 22 : Changement de situation du titulaire.....</b>	<b>29</b>
22.1 Changement sans création d’une nouvelle personne morale .....	29
22.2 Changement entraînant la création d’une nouvelle personne morale.....	29
<b>Article 23 : Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire .....</b>	<b>29</b>
23.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire .....	29
23.2 Sanctions en cas d’irrégularités constatées .....	30
<b>Article 24 : Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail .....</b>	<b>30</b>
<b>Article 25 : Résiliation de l’accord-cadre.....</b>	<b>31</b>
25.1. Résiliation aux torts du titulaire .....	31
25.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur.....	32
<b>Article 26 : Règlement des litiges .....</b>	<b>32</b>
<b>Article 27 : Dérogations .....</b>	<b>32</b>

## Article 1 : Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de télégestion des plateformes Web Internet du système d'information (ci-après « SI ») de la Cnaf.

## Article 2 : Parties contractantes – Dispositions générales

### 2.1 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- d'une part, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) dénommée ci-après « le pouvoir adjudicateur » ou « la personne publique » et représentée par son Directeur Monsieur Nicolas GRIVEL ou son représentant ;
- d'autre part, l'entreprise titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire ».

### 2.2 Dispositions générales

Le pouvoir adjudicateur est la Cnaf, représenté par Monsieur le Directeur de la Cnaf ou son représentant.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est Monsieur le Directeur de la Cnaf.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-62 du code de la commande publique est Monsieur l'Agent Comptable de la Cnaf.

Le comptable public assignataire est Monsieur l'Agent Comptable de la Cnaf. Il assure tous les règlements de sommes dues au titre du marché. Toutes les oppositions éventuelles doivent lui être adressées.

## Article 3 : Nature de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre de prestations de services et concerne les techniques de l'information et de la communication.

## Article 4 : Forme de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire de prestations de services exécuté par l'émission de bons de commande. Il comprend une partie ferme traitée à prix global et forfaitaire et une partie exécutée par l'émission de bons de commandes.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum, conformément aux dispositions de l'article R.2162-4 du code de la commande publique.

Le montant maximum est de 2 640 000 Euros TTC sur la durée totale du marché, reconductions comprises.

Dans le cas où le montant consommé au titre de l'exécution du présent accord-cadre atteint 75 % du montant maximum défini ci-dessus, les parties conviennent de se rapprocher afin d'augmenter ledit montant maximum.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur et peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité du marché dans les conditions telles que fixées à l'article 9 du présent document.

## Article 5 : Documents contractuels

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique et notamment aux articles relatifs aux marchés sur appel d'offres ouvert, ainsi qu'à ses articles R.2162-2 et R.2162-4 relatifs aux accords-cadres exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant :

1. l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ;
2. la mise au point éventuelle et la/les précision(s) d'offre éventuelle(s) (les mentions y figurant ont l'ordre de priorité des documents auxquelles elles se rapportent) ;
3. le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 04/26 ;
4. le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 04/26 et ses annexes :
  - a. l'annexe n°1 relative à la protection des données à caractère personnel ;
  - b. l'annexe n°2 portant sur la méthode PSSI ;
  - c. l'annexe n°3 portant sur les Chartes nationales de sécurité du système d'information :
    - i. l'annexe n°3-A : « Charte nationale de sécurité de l'utilisateur du système d'information » ;
    - ii. l'annexe n°3-B : « Charte nationale de sécurité de l'administrateur du système d'information » ;
  - d. l'annexe n°4 « Incidentologie »
5. le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux techniques de l'information et de la (CCAG - TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
7. le cadre de réponse financière dûment complété et signé ;
8. le cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes dûment complétés et signés :
  - a. l'annexe n°1 : « Profils du titulaire » ;
  - b. l'annexe n°2 : « Compétences techniques » ;
9. le cas échéant, le mémoire technique en complément du cadre de réponse technique (CRT).

En cas de contradiction ou de divergences entre plusieurs documents contractuelles, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

En cas de contradiction entre les mentions figurant dans le CTR et le mémoire technique, les mentions figurant dans le CTR prévalent sur celles figurant dans le mémoire technique.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, ne sera admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Toute clause qui serait portée dans une documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations contractuelles du présent accord-cadre, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont notamment concernées par cette disposition.

## Article 6 : Durée de l'accord-cadre

### 6.1 Durée initiale

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 24 mois à compter de sa notification.

### 6.2 Reconduction

L'accord-cadre peut être reconduit deux fois, pour une période de 12 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

La reconduction est tacite et ne peut être refusée par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision unilatérale de non-reconduction du marché au moins trois mois avant la date d'échéance de la période annuelle en cours.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, de sa volonté de ne pas reconduire le marché.

## Article 7 : Utilisation de la langue française

Tous les produits et livrables attendus au titre du présent accord-cadre doivent être rédigés en langue française. Les documentations, correspondances, réunions, comités et discussions relatives à l'exécution du présent accord-cadre se déroulent en français.

## Article 8 : Description des prestations

L'ensemble des prestations à réaliser est décrit au CCTP.

Le présent accord-cadre comprend une partie ferme (exécutée à prix global et forfaitaire) et une partie à bons de commande (exécutée par l'émission de bons de commande).

L'environnement technique et le périmètre quantitatif ainsi que les modalités de modification de ces derniers sont respectivement décrits aux articles 2.3 et 2.4. du CCTP.

### 8.1 Partie ferme

Les prestations à réaliser au titre de la partie ferme du présent accord-cadre sont décrites à l'article 4.1. du CCTP.

Les prestations suivantes (cf. « partie ferme 2 » du cadre de réponse financière et articles 2.4 et 4.1.4 du CCTP) font l'objet d'un **ordre de service**, émis par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception :

- **Retrait d'un serveur « physique » ou « logique »** (en environnement « de production » ou « hors production »), la déduction est appliquée sur la facture du mois suivant le retrait.
- **Installation et mise en œuvre d'un composant physique ou logique** (en environnement « de production » ou « hors production »).

Cet ordre de service détermine quelles sont les prestations concernées et les modalités d'exécution prévues (notamment la ou les date(s) de retrait de serveur ou la date de démarrage de l'installation et de la mise en œuvre d'un composant).

## **8.2 Partie à bons de commande**

Les prestations à réaliser au titre de la partie à bons de commande du présent accord-cadre sont décrites à l'article 4.2. du CCTP.

## **8.3 Modalités de livraison des livrables documentaires**

Tous les livrables attendus dans le cadre de l'exécution des prestations sont livrés à l'en-tête du Titulaire.

Les livrables attendus au titre de chacune des prestations sont définis au CCTP.

Les livrables sont remis par le Titulaire au Pouvoir adjudicateur.

La remise des livrables est actée sous réserve qu'ils soient accompagnés des éléments suivants :

- un bordereau de livraison (ci-après « BL ») dématérialisé comprenant :
  - la référence de l'accord-cadre ;
  - le cas échéant, la date d'émission et la référence du bon de commande associé ;
  - La liste des livrables attachés à la livraison ;
- le ou les livrables ainsi que l'ensemble des objets attendus et décrits dans le BL.

Tous les livrables du Titulaire sont fournis sous un format lisible par la version Libre Office référentielle de la branche Famille, MS office 365, Open Project, MS Project ou sous format PDF.

Ils sont livrés, avec accusé de réception, aux adresses électroniques fournies au Titulaire par le correspondant Cnaf, en charge du suivi de l'accord cadre et de la relation avec le Titulaire ou, après accord de la Cnaf, selon des modalités permettant d'assurer la traçabilité des livraisons et de donner date certaine à leur réception.

Tous les livrables documentaires peuvent, à la demande de la Cnaf, faire l'objet de productions intermédiaires transmises par le Titulaire au Pouvoir adjudicateur dans un des formats précités au présent article à l'exception du format PDF. Les productions intermédiaires sont transmises en temps utile avant la date contractuelle de livraison, de sorte que le Pouvoir adjudicateur puisse disposer d'un temps de relecture suffisant et que les parties puissent échanger sur la production intermédiaire concernée.

Cette procédure de relecture intermédiaire a pour seul objet de préparer et de faciliter le déroulement de la livraison et de la vérification du livrable contractuel. Par conséquent, les constatations, remarques et prises de position de la Cnaf à l'occasion de cette procédure ont un caractère purement indicatif et provisoire, et ne préjugent ni ne limitent les constatations, remarques et décisions que la Cnaf pourra être amené à prendre dans le cadre des opérations de vérification et de décision après vérification au sens de l'article 8.4. du présent CCAP.

## **8.4 Opérations de vérification et de réception des prestations**

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives s'effectuent dans les conditions prévues aux articles 30, 31 et 32 du CCAG TIC.



Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze (15) jours ouvrés maximum à compter de la remise du bordereau de livraison (BL) pour procéder aux opérations de vérification des livrables documentaires et pour notifier au titulaire une décision de réception, de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations conformément aux stipulations de l'article 33 et 34 du CCAG TIC, sous réserve des stipulations du présent article.

Toute décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur à l'issue de ce délai vaut décision de réception. La décision de réception ou le silence gardé par la Cnaf à l'issue du délai de vérification des prestations permet au titulaire d'émettre sa facture.

Dans le cadre de ces opérations, la Cnaf vérifie que :

- l'ensemble des livrables définis au CCTP a bien été remis au regard de la prestation concernée ;
- l'ensemble des tâches prévues au CCTP a bien été réalisé ;
- les livrables attendus sont de qualité et conformes aux stipulations du CCTP.

Par ailleurs, en cas de décision d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum (ajournement) ou de dix (10) jours ouvrés maximum (rejet), à compter de la date de notification de la décision, pour présenter un nouveau livrable, entièrement conforme à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités.

Les décisions du pouvoir adjudicateur sont motivées sauf s'il s'agit d'une décision de réception.

La nouvelle livraison, effectuée dans les conditions prévues à l'article 8.3. du présent CCAP, déclenche, à compter de la réception du nouveau BL, une nouvelle période de vérification d'une durée de dix (10) jours ouvrés maximum.

Le pouvoir adjudicateur peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, en complément des stipulations de l'article 28 du CCAG TIC, au terme de deux rejets d'un même livrable, le Pouvoir adjudicateur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

Dans ce cas, la Cnaf, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenue de verser le prix du livrable et déduira, le cas échéant, ce prix des sommes dues au titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier.

Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le titulaire devra verser ce montant à la Cnaf, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la Cnaf disposera également de la faculté de résilier l'accord-cadre aux torts et le cas échéant aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 25 du présent CCAP.

## Article 9 : Emission des bons de commande

### 9.1 Conditions d'émission des bons de commande

La partie à bons de commande du présent accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire à compter de la date de prise d'effet du présent accord-cadre et jusqu'à la date d'expiration du marché.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont exécutés jusqu'à leur terme, sans que cette durée d'exécution excède trois mois après la date d'échéance du marché.

Chaque bon de commande est notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception.

Le site ordonnateur en charge de l'émission des bons de commande est le site de Sophia-Antipolis (820 rue des Dolines – BP 195 – 06904 Sophia Antipolis Cedex).

### 9.2 Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution des prestations à réaliser au titre de la partie à bons de commande du présent accord-cadre sont renseignés à l'article 4.2. du CCTP.

Le délai de réalisation des prestations objet du bon de commande considéré débute à la date de notification du bon de commande ou à une date ultérieure mentionnée dans le bon de commande considéré.

### 9.3 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande doit indiquer :

- le numéro de l'accord-cadre attribué par le pouvoir adjudicateur ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'intitulé précis des prestations à réaliser ;
- les quantités commandées ;
- la date de début d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- les montants unitaires HT et TTC de chaque unité d'œuvre, le montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC de la commande, le montant de la TVA ;
- le lieu et date d'émission et la signature du Directeur du pouvoir adjudicateur ou de son délégué ;
- le cachet du pouvoir adjudicateur.

La désignation des prestations à réaliser au titre du bon de commande considéré peut être développée sur une fiche produit annexée audit bon de commande.

## Article 10 : Lieux d'exécution

Les prestations de l'accord-cadre s'exécutent principalement dans les locaux du prestataire.

Elles peuvent également se dérouler, selon les dispositions du CCTP, sur les sites Cnaf de Sophia-Antipolis, de Bordeaux ou de Gradignan.

## Article 11 : Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont précisés au CCTP du présent accord-cadre.

Les prestations à réaliser au titre de la partie ferme du présent accord-cadre (article 4.1. du CCTP), commencent dès la notification du marché et sont exécutées pendant toute la durée de l'accord-cadre, à l'exception de la prestation « Réalisation de la réversibilité en fin d'accord-cadre » décrite à l'article 4.1.3.3 du CCTP.

## Article 12 : Prolongation des délais d'exécution

Le pouvoir adjudicateur peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution des prestations précisés au CCTP du présent accord-cadre lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution des prestations dans les délais d'exécution contractuels ou lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter lesdits délais d'exécution contractuels du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, par lettre recommandée avec avis de réception, informer le pouvoir adjudicateur des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans les délais précisés au CCTP du présent accord-cadre et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose pour cela d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution et indique la durée de la prolongation demandée.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de la prestation concernée défini au CCTP du présent accord-cadre et éventuellement prolongé.

## Article 13 : Personnel chargé de réaliser les prestations, accès aux locaux, collaboration et échange, communication des informations

Le non-respect par le titulaire des obligations contractuelles générales décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

### 13.1 Désignation des correspondants techniques

Conformément aux articles 3.2 et 3.3. du CCTP, dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à désigner à la Cnaf une équipe socle composée d'au moins :

- un responsable de compte ayant le pouvoir d'engager le titulaire, interlocuteur privilégié du correspondant de la Cnaf en charge du suivi de l'accord-cadre et de la relation avec le titulaire ;

- un chef de projet, interlocuteur privilégié du ou des responsable(s) technique(s) opérationnel(s) de la Cnaf ;
- Une équipe support.

Cette équipe socle est responsable de la prise de connaissance de l'accord-cadre et doit rester mobilisée au minimum pour une durée de 6 mois calendaires à compter de la date de notification de l'accord-cadre, sans changement possible.

Au-delà de cette durée de 6 mois calendaires, tout changement dans la composition de l'équipe socle s'opère conformément aux stipulations du présent article.

De manière générale, le titulaire garde les mêmes correspondants pendant la durée de l'accord-cadre, sauf empêchement majeur.

En cas de changement de correspondant, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction. Le remplaçant proposé doit disposer de compétences équivalentes.

Dès la notification de l'accord-cadre, la Cnaf désigne au titulaire :

- Un correspondant en charge du suivi de l'accord-cadre et de la relation avec le titulaire. Ce correspondant est l'interlocuteur privilégié du responsable de compte du titulaire ;
- Le ou les responsable(s) technique(s) opérationnel(s), interlocuteur privilégié du chef de projet du titulaire ;
- Le ou les responsable(s) projet / applicatif ;
- Le nom des prestataires front.

### **13.2 Absences, départ du personnel, remplacement**

La réalisation des prestations par les profils indiqués par le titulaire dans le cadre de réponse technique (CRT) est un élément substantiel du présent accord-cadre.

En cas d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le titulaire a l'obligation de désigner un ou des remplaçant(s) de niveau équivalent et d'en communiquer les noms et titres au pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'information dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

La Cnaf se réserve le droit de récuser la personne ainsi désignée pour de justes motifs exposés par écrit et notifiés au titulaire dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la communication des noms et titres du ou des remplaçant(s).

En cas de récusation, le titulaire dispose de 5 jours calendaires à compter de cette notification pour proposer, dans les mêmes conditions, un ou des autre(s) remplaçant(s) à la Cnaf.

En l'absence de proposition de remplaçant dans le délai imparti, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire doit s'assurer qu'une éventuelle absence, départ ou remplacement ne perturbe pas la réalisation des prestations.

Les dispositions prises au titre du présent article ne peuvent engendrer aucun coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

### **13.3 Statut du personnel du titulaire**

Le personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Il est expressément entendu que les intervenants du titulaire demeurent, à tous égards, les salariés de celui-ci ou de ses éventuels sous-traitants (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, impôts, etc.).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les intervenants mis à disposition pendant la durée de leur mission relève de la compétence du titulaire.

### **13.4 Accès aux locaux du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur confère au personnel du titulaire le droit d'accès dans ses locaux pour la réalisation des prestations se déroulant à l'intérieur de ceux-ci, sous réserve du respect des conditions d'accès, de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement.

### **13.5 Collaboration et échange, communication des informations**

La collaboration étroite et permanente entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur est un élément essentiel de la réussite de l'exécution des prestations.

Le titulaire doit donner au pouvoir adjudicateur une visibilité suffisante sur le processus qu'il met en œuvre et l'état d'avancement des prestations objet du présent accord-cadre.

Les représentants du pouvoir adjudicateur assurent le suivi et le contrôle de l'exécution des prestations.

Ils peuvent être amenés à formuler des observations ou des recommandations, conformes aux prescriptions contractuelles, et demander au titulaire que celles-ci soient prises en compte.

Il est entendu que si ce dernier refuse, il s'expose au risque d'une décision de rejet des prestations.

## **Article 14 : Obligation des parties**

### **14.1 Obligations du titulaire**

#### **14.1.1 Obligation de résultat, de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte**

D'une part, le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans les conditions prévues par le présent CCAP et s'engage, pour l'exécution de l'ensemble des prestations :

- A respecter les délais d'exécution des prestations et modalités décrites dans les divers documents constitutifs de l'accord-cadre ;
- A affecter à l'exécution de l'accord-cadre les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour leur exécution.

D'autre part, le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre. Il devra notamment :

- Conseiller le pouvoir adjudicateur, notamment en matière de méthodologie, pour assurer la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- Anticiper les risques et qu'elle qu'en soit la nature, proposer des solutions préventives ou correctives ;
- Mettre en garde le pouvoir adjudicateur, formellement, par lettre recommandée avec avis de réception ou contre récépissé et en temps utile, lorsque toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations ou tout évènement dont le titulaire aurait connaissance est susceptible de remettre en cause la bonne exécution de l'accord-cadre, notamment en termes de délai d'exécution ;
- Vérifier la teneur de tous les documents, les informations, les renseignements et les éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation et indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées ;
- Conseiller, avec une contrainte d'efficience, le pouvoir adjudicateur dans l'analyse, l'anticipation et l'évolution de ses besoins ;
- Garantir le caractère pérenne des solutions et produits issus des choix techniques qu'il préconise et garantir qu'ils ne sont pas de nature à rompre la continuité de service du SI CNAF.

#### **14.1.2 Considérations environnementales et réduction de l'impact environnemental**

##### **Réduction de la consommation de papier :**

Les impressions papier sont limitée aux cas strictement nécessaires et tous les livrables sont remis par courriel sous format dématérialisé, sauf nécessité (ex : transmission d'un original) ou demande expresse du pouvoir adjudicateur.

Dans la mesure du possible, le titulaire privilégie le recours à un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation, limitant ainsi les impressions, l'échange de mails et le volume des données échangées.

##### **Réduction des déplacements et réduction de l'empreinte carbone :**

Les réunions se tiennent en distanciel/visioconférence, sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur. En cas de déplacement, le titulaire privilégie les déplacements en transports en commun, à pied ou avec des véhicules à propulsion humaine.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable pour un ou des déplacements liés à l'exécution des prestations prévues au marché, les véhicules utilisés sont de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié, au gaz naturel pour véhicules, à l'hydrogène ou des véhicules hybrides.

##### **Utilisation de fournitures et de produits écolabellisés :**

Dans la mesure du possible, le titulaire utilise du matériel et des produits affichant un écolabel.

##### **Tri et recyclage :**

Le titulaire s'engage à mettre en place une gestion des déchets optimisée et responsable afin d'assurer le recyclage des divers matériels et fournitures utilisées pour réaliser les prestations (ex : matériel informatique, fournitures de bureau, carton, papier, aluminium, etc.), notamment à travers l'installation de dispositifs de tri adaptés dans les locaux et des campagnes d'information et de sensibilisation des collaborateurs au tri sélectif.

##### **Estimation GES :**

Le titulaire estime annuellement la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise par le transport du personnel mobilisé durant l'exécution du marché et communique au pouvoir adjudicateur, sous format électronique en accès libre et facilement exploitable, au plus tard à la fin de chaque année civile, ces informations dans un tableau-bilan « Information GES des prestations de transport de personnes mobilisées dans le marché » complété par ses soins.

## 14.2 Obligation du pouvoir adjudicateur

En sa qualité de maître d'ouvrage du présent accord-cadre, la Cnaf s'engage notamment à :

- Assurer les relations avec les partenaires dont la sollicitation est nécessaire dans le cadre des prestations du présent accord-cadre ;
- Fournir au titulaire tous les documents, renseignements et informations nécessaires pour lui permettre de réaliser les prestations dans les meilleures conditions ;
- Faciliter l'accès aux sites physiques et, le cas échéant aux environnements informatiques, dans le strict respect des règles d'accès et de sécurité du pouvoir adjudicateur.

Cela signifie que la Cnaf :

- Est l'unique donneur d'ordre du titulaire ;
- Est responsable de la vérification des prestations selon les modalités prévues par le présent CCAP.

## Article 15 : Secret professionnel – Obligation de confidentialité et de discrétion – Sécurité des données (données personnelles)

### 15.1. Secret professionnel – Obligation de confidentialité et de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, informations traitées et décisions de toute nature et renseignements fournis par le pouvoir adjudicateur, auxquels le titulaire a accès et n'appartenant pas au domaine public, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent accord-cadre, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne prendre aucune copie des documents , supports d'informations, données qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du présent accord-cadre sans accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel du pouvoir adjudicateur chargé de l'exécution du présent accord-cadre ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité notamment matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du présent accord-cadre et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;

- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par le pouvoir adjudicateur, à l'issue du présent accord-cadre et de produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de ladite destruction ;
- effectuer le transfert de données confidentielles vers un système de messagerie externe de façon sécurisée ;
- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations notamment de développement et de maintenance des logiciels et du matériel informatique utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

L'utilisation, par le titulaire, du nom « Caisse nationale des Allocations familiales » ou « Cnaf » appliqué à quelque fin que ce soit et/ou la référence au présent accord-cadre sont subordonnées à l'accord écrit, exprès et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations, ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Le titulaire conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire.

## **15.2. Traitement des données à caractère personnel**

Le présent accord-cadre comporte le traitement de données à caractère personnel. Il est soumis aux dispositions du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 concernant les données à caractère personnel et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Durant l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à assurer la protection des données de façon constante et optimale conformément aux dispositions du règlement européen précité et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée précitée et aux dispositions figurant dans l'annexe n°1 du CCTP relative à la protection des données à caractère personnel et aux clauses du CCTP.

En cas de perte ou de destruction partielle ou totale de données de son fait, le titulaire doit les reconstituer à ses frais avec les sauvegardes qu'il aura réalisées.

Une annexe au cahier des charges techniques particulières relative à la protection des données à caractère personnel contractualise les obligations et les droits du pouvoir adjudicateur et du titulaire.



Cette annexe définit la ou les personnes responsables du traitement et le ou les sous-traitants selon les définitions du règlement européen précité et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Toute modification de cette annexe s'effectue par accord du pouvoir adjudicateur et du titulaire par leur signature du texte modificatif de l'annexe précitée.

Le titulaire et tout sous-traitant doit respecter les exigences de la Politique de sécurité du Système d'information de la branche Famille. A ce titre, il respecte les exigences de sécurité imposées par le CCTP.

Le titulaire et tout sous-traitant doit respecter les exigences et obligations figurant dans les chartes nationales du système d'information de la branche Famille – notamment en termes de confidentialité, de sécurité et d'utilisation licite, rationnelle et loyale du système d'information - applicables au sein des organismes de la branche Famille et annexées au présent accord-cadre.

Dans le cadre de plans de sécurité gouvernementaux, la Cnaf pourra imposer un renforcement des contrôles d'accès physiques et logiques de ses équipements.

L'exigence de la garantie d'un haut niveau de sécurité s'applique au site principal (pré production, production, recette, développement), à celui de secours, au site de sauvegarde éventuel ainsi qu'au personnel d'exploitation du titulaire ou de tout sous-traitant qui pourrait accéder aux données.

Afin d'assurer la sécurité des données, les données et les outils utilisés par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, sont hébergés exclusivement dans un pays garantissant un niveau de protection adéquat au sens de la réglementation sur la protection des données en vigueur de l'Union européenne.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect des obligations de protection et de sécurité des données fixées dans le présent article, y compris l'annexe au cahier des charges techniques particulières, par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, peut entraîner le refus du transfert ou la cessation du transfert des données par le pouvoir adjudicateur et la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et ce sans indemnité.

La responsabilité pénale du titulaire peut être engagée sur le fondement des articles 226-17 à 226-22-1 du code pénal.

## **Article 16 : Droits d'utilisation des résultats**

Par dérogation à l'article 46.1.1 du CCAG TIC, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle afférents aux résultats, même partiels, des prestations réceptionnées.

La cession, au profit du pouvoir adjudicateur, des droits patrimoniaux afférents aux prestations objet du présent accord-cadre s'effectue dans les conditions définies ci-après.

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- l'ensemble des livrables attendus au titre du présent accord-cadre ;
- l'ensemble des documents intermédiaires.

Et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés au pouvoir adjudicateur et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit. Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

### **16.1 Connaissances antérieures**

Les connaissances antérieures sont définies par les articles 43.2, 43.3, 44 et 45 du CCAG TIC.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires à leur mise en œuvre, le titulaire concède à titre non exclusif au pouvoir adjudicateur le droit d'utiliser, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires à l'utilisation des résultats, pour les besoins découlant du présent accord-cadre.

Ce droit comprend le droit de dupliquer, de reproduire, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter et de représenter les connaissances antérieures.

L'offre technique du titulaire identifie les connaissances antérieures concernées.

### **16.2 Etendue et durée de la cession des droits**

Les droits sont cédés pour le monde entier. Le pouvoir adjudicateur dispose de l'ensemble de ces droits pour la durée légale des droits d'auteur et des droits voisins des droits d'auteur.

### **16.3 Destination des résultats**

Les droits sont cédés pour une utilisation des résultats conforme au CCTP du présent accord-cadre.

### **16.4 Nature des droits cédés**

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, le pouvoir adjudicateur dispose des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation afférents aux résultats, ainsi que des droits d'utilisation, de distribution, d'incorporation, d'adaptation, de correction, de traduction des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifié.

Particulièrement :

- Le droit d'utilisation est entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des résultats, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé.

- Le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les résultats, sans limitation du nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support imprimé, informatique, magnétique, optique, numérique ou électronique, y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations et données.

- Le droit de représentation et de distribution comporte notamment le droit de communication à des tiers et de mise à disposition à des tiers des résultats, à titre gratuit, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés (tels que présentation publique, publication sur tout support imprimé, informatique, magnétique, optique, numérique ou électronique, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations et données, publication sur Internet, Intranet, Extranet, transmission électronique, par messagerie électronique, sur réseaux informatiques et de télécommunication, etc.), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre.

- Les droits de modification et d'adaptation comportent notamment, pour tout ou partie des résultats cédés, le droit de faire évoluer, arranger, corriger, incorporer à une œuvre composite ou collective, traduire en toutes langues. Les modifications ainsi apportées aux résultats par l'exercice de ces droits s'entendent de manière large et peuvent être apportées par le pouvoir adjudicateur ou tout autre tiers à qui les droits seraient cédés. L'ensemble de ces modifications s'inscrit dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont est investi, au titre de la cession des droits afférents aux résultats du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur.

Les droits sont cédés dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Le pouvoir adjudicateur peut céder ou concéder ces produits à des tiers et plus précisément à chacun des organismes de la branche Famille de la Sécurité sociale ou de sa tutelle, qui peuvent librement en user, dans les mêmes conditions que le pouvoir adjudicateur tel que prévu dans le cadre du présent article.

Le pouvoir adjudicateur n'acquiert du fait du présent accord-cadre la propriété ni des outils utilisés pour l'exécution des prestations, ni de la méthode ou du savoir-faire du titulaire.

## **16.5 Droits du titulaire**

Le titulaire ne peut, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation expresse écrite et préalable de le pouvoir adjudicateur, qui peut assortir son accord de conditions particulières, utiliser ou exploiter les résultats globaux et partiels des prestations, les publier ou les communiquer à des tiers, à titre onéreux ou gratuit.

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte au droit de propriété que détient le pouvoir adjudicateur sur tous ses documents, supports, données et fichiers qu'elle lui remet dans le cadre du présent accord-cadre.

Leur reproduction ou leur utilisation par le titulaire à d'autres fins que l'exécution du présent accord-cadre, est interdite, sans l'autorisation expresse écrite et préalable du pouvoir adjudicateur. Les seules reproductions autorisées sont celles qui sont strictement nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre. Le titulaire s'engage à détruire toutes les reproductions réalisées à l'issue du présent accord-cadre.

## **16.6 Garanties**

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur les résultats aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

## Article 17 : Prix

### 17.1. Prix initiaux

Les prix initiaux sont ceux figurant dans le cadre de réponse financière (CRF).

Les prix initiaux comprennent l'ensemble des coûts et frais relatifs à l'exécution des prestations, notamment :

- les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des préposés du titulaire et de tout intervenant nécessaire à l'exécution des prestations ;
- les frais de participation aux comités et réunions et tous les frais d'organisation matérielle afférents ;
- les frais de conception et de remise livrables décrits au CCTP ;
- le coût de la concession des droits d'utilisation des connaissances antérieures et le coût de cession de droits de propriété intellectuelle dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP ;
- toutes les charges fiscales et parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- etc.

Ces prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

#### **17.1.1 Partie ferme 1 de l'accord-cadre : Suivi de l'accord-cadre et pilotage des prestations (hors prestations de télégestion) (articles 4.1.1 à 4.1.3 du CCTP)**

Les prix initiaux sont ceux figurant dans l'onglet « partie ferme 1 » du cadre de réponse financière.

Les prix sont globaux et forfaitaires. Ces prestations font l'objet d'une redevance mensuelle forfaitaire.

Les prix sont révisables dans les conditions de l'article 17.2 du présent CCAP.

#### **17.1.2 Partie ferme 2 de l'accord-cadre : Prestations de télégestion (article 4.1.4 du CCTP)**

Les prix initiaux sont ceux figurant dans l'onglet « partie ferme 2 » du cadre de réponse financière.

Ces prestations font l'objet d'une redevance mensuelle forfaitaire, incluant la mise en œuvre et la mise à disposition d'un portail ainsi que la mise en œuvre et les services mensuels d'un lien dédié sur le site de Sophia Antipolis. Le cas échéant, le montant de la redevance mensuelle est ajustée à la hausse ou à la baisse, dans les conditions définies à l'article 19.3 - 1 du présent document, en fonction des installations et mise en œuvre de composants physiques ou logiques ou des retraits de serveurs physiques ou logiques.

Le prix de cette redevance mensuelle est révisable dans les conditions de l'article 17.2 du présent CCAP.

#### **17.1.3 Partie à bons de commande de l'accord-cadre : Prestations de télégestion (article 4.2 du CCTP)**

Les prix initiaux sont ceux figurant dans l'onglet « partie à bons de commande » du cadre de réponse financière.

Le prix de chaque unité d'œuvre (« UO ») est forfaitaire et révisable dans les conditions de l'article 17.2 du présent CCAP.

## 17.2 Prix de règlement

### 17.2.1 Prix révisables

Les prix fixés dans l'offre de prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = Po (0,40 + 0,60 \frac{\text{Syntec}}{\text{Syntec0}})$$

Dans laquelle :

- P = le prix révisé
- Po = le prix initial figurant dans le cadre de réponse financière ;
- Syntec = Dernier indice « Syntec » connu au mois anniversaire de la notification de l'accord-cadre ;
- Syntec0 = Indice « Syntec » du mois de remise de l'offre.

Lors de la mise en œuvre de cette formule d'actualisation du prix, les calculs sont effectués avec au maximum deux décimales après la virgule, l'arrondi étant traité de la manière suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### 17.2.2 Taxe sur la valeur ajoutée

Le règlement des prestations donne lieu à la taxe sur la valeur ajoutée, selon la législation fiscale applicable à la date du fait générateur de l'impôt, soit en l'espèce la date d'exécution des prestations.

Toute modification du taux de la TVA intervenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre affecte donc, à due concurrence, les prix de règlement du présent accord-cadre.

## Article 18 : Pénalités

### 18.1 Généralités

Par dérogation au CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré du paiement des pénalités dont le montant serait inférieur à 300 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou un niveau d'engagement de service d'une prestation est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont les modalités de calcul sont définies dans le présent article.

Le CCTP précise pour chaque prestation les délais et niveaux d'engagement de service devant être pris en compte pour sa réalisation. En cas de contradiction avec les exigences définies dans le tableau ci-après, les délais et niveaux d'engagement de service du CCTP seront seuls à devoir être pris en compte pour l'exécution de l'accord-cadre.

Les pénalités sont réglées par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations.

Si le retard dans la réalisation d'une prestation entraîne le retard pour l'exécution d'autres prestations, les pénalités s'appliqueront à chaque prestation concernée.

En ce qui concerne les pénalités de retard, selon le cas, tout jour ou toute heure commencé(e) est dû(e).

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de résilier l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où la résiliation de l'accord-cadre est décidée par le pouvoir adjudicateur, les pénalités de retard courent jusqu'au jour de résiliation.

## **18.2 Caractère non-libératoire des pénalités**

Les pénalités prévues par le présent accord cadre ne présentent aucun caractère libératoire.

Le Titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

## **18.3 Pénalités en cas d'ajournement ou de rejet**

En cas d'ajournement ou de rejet d'un livrable, dans le cadre des opérations de vérification, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de fin du délai d'exécution de la prestation et la date de livraison précédant, selon le cas et dans les conditions prévues à l'article 8.4 du présent CCAP, la décision de réception, de réception avec réfaction, de rejet définitif dudit livrable.

## **18.4 Typologie et modalités de calcul**

### **18.4.1 Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations de la partie ferme de l'accord-cadre (hors prestations de télégrance)**

- *Pénalités de retard dans la réalisation des prestations*

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai de réalisation de la prestation est expiré.

Le montant de la pénalité est de **100 euros HT** par jour de retard.

- *Pénalités pour non-respect de la comitologie*

En cas de non-respect des stipulations de l'accord-cadre relatives à la comitologie telle que décrite au CCTP, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- Une pénalité de **100 euros HT** en cas de non-participation du titulaire à un des comités prévus à l'article 4.1.1.1 du CCTP et par comité concerné par la non-participation. Au titre de cette pénalité, l'absence d'un profil de participant requis, tel qu'il est spécifié à l'article 4.1.1.1 du CCTP, équivaut à une non-participation du titulaire ;
- Une pénalité de **100 euros HT** en cas de non-organisation d'un des comités prévus à l'article 4.1.1.1 du CCTP et par comité non organisé ;
- Une pénalité de **50 euros HT** pour tout autre manquement et par comité concerné par le non-respect.

### **18.4.2 Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations de télégrance de la partie ferme de l'accord-cadre**

<b>Pénalités / Engagements CCTP</b>	<b>Chapitre du CCTP</b>	<b>Montant de la pénalité en euros HT</b>
Gestion des incidents Niveau P1 - par heure de retard par rapport à l'engagement (prise en charge et/ou résolution)	4.1.3.3 - Section C	200
Gestion des incidents Niveau P2 - par heure de retard par rapport à l'engagement (prise en charge et/ou résolution)	4.1.3.3 - Section C	100
Gestion des incidents Niveau P3 - par heure de retard par rapport à l'engagement (prise en charge et/ou résolution)	4.1.3.3 - Section C	50
Mise en œuvre d'un réseau sécurisé d'accès dédié à l'administration/exploitation des plateformes – Par jour de retard	4.1.3.3 - Section D	100
Non-respect du processus de mise à jour de sécurité - Par jour de retard au-delà de 24 heures.	4.1.3.3 – Section D	200
Fourniture des informations permettant d'attester que le titulaire respecte les engagements de sécurité - Par engagement non respecté.	4.1.3.3 – Section D	100
Signalement d'un incident majeur de sécurité - Par heure de retard (au-delà d'une heure : délai calculé entre l'heure de survenance de l'incident et son signalement à la Cnaf)	4.1.3.3 – Section D	100
Fourniture de la preuve de bonne exécution des sauvegardes - Par preuve manquante	4.1.3.4 – Section C	20
Restauration de l'intégralité de la plateforme - Par heure de retard	4.1.3.4 – Section C	150
Changement en urgence - Par heure (60 minutes consécutives) de retard	4.1.3.5	50
Déploiement en urgence - Par heure (60 minutes consécutives) de retard	4.1.3.6	50
Déploiement sur environnement de production - Par tranche de 24 h 00 de retard	4.1.3.6	100
Déploiement sur les environnements autres que de production - Par jour de retard	4.1.3.6	50
Installation et mise en œuvre d'un composant physique (environnements production et hors production) - Par jour de retard	4.1.4	150
Installation et mise en œuvre d'un composant logique (environnements production et hors production) - Par jour de retard	4.1.4	50

#### **18.4.3 Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations de la partie à bons de commande de l'accord-cadre**

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai de réalisation de la prestation est expiré.

Pénalités / Engagements CCTP	Chapitre du CCTP	Montant de la pénalité en euros HT
Prise de connaissance – Par jour de retard	4.2.1	100
Prise de connaissance complémentaire – Par jour de retard	4.2.1	50
Installation et mise en œuvre d'une liaison dédiée de type VPN privé sur le site de secours – Par jour de retard	4.2.2	100
Déploiement sur environnement de production - Par jour de retard	4.2.3	100
Déploiement sur les environnements autres que de production – Par jour de retard	4.2.3	50
Installation, changement mineur de composants – Par jour de retard	4.2.4	50
Installation, changement majeur de composants – Par jour de retard	4.2.4	100
Evolutions – Par jour de retard	4.2.5	100
Réalisations d'études de projets techniques – Par jour de retard	4.2.6	100
Pilotage des évolutions d'architecture – Par jour de retard	4.2.7	100

#### 18.4.4 Pénalités pour indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les dispositions ci-après s'appliquent.

Les pénalités pour indisponibilité sont réglées par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, selon les termes d'engagement relatifs au point 4.1.2.1 « Accès aux sites web » du CCTP.

Les pénalités sont calculées mensuellement et appliquées sur les factures mensuelles.

L'indisponibilité est constatée par l'impossibilité de se connecter au site internet concerné.

Les cessations de fonctionnement dues à des interventions de maintenance préventive contractuellement prévues ne sont pas des indisponibilités au sens du présent article.

Pénalités / Engagements CCTP	Chapitre du CCTP	Montant de la pénalité en euros HT
Taux de disponibilité - Par tranche de 0,1% en deçà de l'engagement	4.1.3.3 – Section A	200
Performance – Par tranche de 1% en deçà de 90% et par jour où l'engagement n'est pas respecté	4.1.3.3 – Section B	200

## Article 19 : Régime financier

### 19.1 Avance

Partie ferme :



Sauf refus exprès du titulaire exprimé dans son acte d'engagement, si le montant annuel de la partie ferme est supérieur à 50 000 € HT, une avance égale à 5% du montant annuel de la partie ferme en € TTC est accordée.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

#### Partie à bons de commande :

Sauf refus exprès du titulaire exprimé dans son acte d'engagement, si le montant du bon de commande considéré est supérieur à 50 000 € TTC et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance égale à 5% du montant dudit bon de commande en € TTC est accordée.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions l'article R.2191-19 du code de la commande publique.

## **19.2 Acomptes**

Le règlement de tout acompte dû au titulaire n'ayant pas le caractère d'un paiement définitif, ce dernier en reste débiteur jusqu'à la décision de réception de la prestation concernée.

### **19.2.1 Cas général**

Le titulaire bénéficie du versement d'un acompte pour toute prestation dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois.

La périodicité des acomptes est de 3 mois, pour autant que les prestations aient donné lieu à un commencement d'exécution. L'acompte ne devra en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le versement de l'acompte implique la présentation de toute pièce demandée par le pouvoir adjudicateur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées dans le cadre de la prestation commandée.

Le pouvoir adjudicateur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis avant de procéder au règlement des acomptes.

La totalité des acomptes ne peut dépasser 80% du montant total de la prestation commandée.

Le solde est versé après décision de réception de la prestation.

### **19.2.2 Cas des petites et moyennes entreprises**

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, il a droit, sur demande expresse, au versement d'acomptes mensuels.

Sont considérées comme des petites et moyennes entreprises, les entreprises définies comme telles dans la recommandation de la Commission n°2003/361/CE du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Le versement de ces acomptes mensuels implique la présentation de toute pièce demandée par le pouvoir adjudicateur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées.

Le pouvoir adjudicateur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis et les valide avant de procéder au règlement des factures.

La totalité des acomptes versés ne peut dépasser 80% du montant total de la prestation.

Le solde est versé après la décision de réception de la prestation.

### 19.3 Facturation

#### 1-Prestations prévues aux parties fermes 1 et 2 du cadre de réponse financière :

Les prestations de la partie ferme de l'accord-cadre (Parties fermes 1 et 2 du cadre de réponse financière et art. 4.1.1 à 4.1.4 du CCTP), à savoir :

- « Suivi de l'accord-cadre et pilotage des prestations » (art. 4.1.1. du CCTP) ;
- « Suivi de la qualité des prestations, du respect des engagements et de l'amélioration continue » (art.4.1.2. du CCTP) ;
- « Prestations de télégérance » (article 4.1.4. du CCTP) ;

seront facturées mensuellement à terme échu.

En cas de **retrait d'un serveur « physique » ou « logique »** (en environnement « de production » ou « hors production »), la déduction mensuelle indiquée par le titulaire dans le cadre de réponse financière est déduite de la redevance mensuelle à compter du mois suivant le retrait.

En cas **d'installation et de mise en œuvre d'un composant physique ou logique** (en environnement « de production » ou « hors production ») :

- Si la mise en production est faite entre le 1<sup>er</sup> et le 15, la redevance mensuelle sera facturée sur le mois complet de mise en production.
- Si la mise en production est faite entre le 16 et le 30, la redevance mensuelle sera proratisée sur un demi-mois pour le mois de mise production.

#### 2-Prestations prévues à la partie à bon de commande du cadre de réponse financière (CRF) :

Les unités d'œuvre (« UO ») relatives à la partie de l'accord-cadre exécutée par l'émission de bons de commande peuvent être facturées dès lors qu'elles sont réceptionnées par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 8.4 du présent CCAP.

La facturation électronique est obligatoire à compter du 1er janvier 2020 (décret n°1478/2016 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique).

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur impose le dépôt et la transmission des factures électroniques effectués sur le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

Outre les mentions légales, le pouvoir adjudicateur exige que les factures émises comprennent à minima les informations suivantes :

- le numéro et l'objet de l'accord-cadre ;
- la date d'émission de la facture ;
- l'identité de l'émetteur et du destinataire et leur numéro SIRET ;

- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établi par l'émetteur de la facture ;
- le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande ou transmis par le site désigné ci-dessous ;
- le code d'identification du service en charge du traitement (code service), à savoir le site de Lyon Vivier Merle (67 boulevard Vivier Merle – 69003 Lyon) ;
- la date de livraison des fournitures, d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés et/ou des services réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés et/ou des services réalisés ;
- le montant mensuel en € HT et en € TTC de la redevance ;
- le montant global hors taxes et le montant total et la taxe à payer ainsi que, la répartition de ces montants par taux de TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

Pour le versement des acomptes, la demande doit être accompagnée des pièces justifiant l'état d'avancement de la prestation.

La vérification de la facturation est effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations. Le pouvoir adjudicateur procède ensuite au règlement correspondant.

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte dont le titulaire a fourni les références sauf modification des relations contractuelles par recours aux procédures de nantissement (cession de créance, opposition, etc.) transférant les droits du titulaire, selon les règles prévues en la matière, conformément aux articles R.2191-45 et suivants.

## **19.4 Délai de paiement**

### **19.4.1 Point de départ du délai de paiement**

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre, sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Le point de départ du délai global de paiement est fixé pour les prestations par la plus tardive des deux dates entre la réception par le pouvoir adjudicateur de la facture du titulaire et la décision de réception des prestations ou le terme prévu pour les acomptes. En cas de versement d'acomptes, le délai de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement accompagnée de toute pièce justifiant l'état d'avancement des prestations effectivement effectuées. En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

La date de réception de la facture électronique correspond à la date de réception du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail « CHORUS PRO ».

### **19.4.2 Suspension du délai de paiement**

Le délai peut être suspendu une fois, s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent accord-cadre ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par le pouvoir adjudicateur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

#### **19.4.3 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement**

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **19.4.4 Délai de paiement du sous-traitant**

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application du titre II de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance est identique à celui applicable au titulaire.

Ce délai court à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné à l'article R.2193-12 du code de la commande publique. A défaut de notification d'un accord ou d'un refus par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R.2193-12 précité, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'article R.2193-14 du code de la commande publique.

### **19.5 Modalités de paiement**

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

## **Article 20 : Sous-traitance**

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, doit obligatoirement en informer le pouvoir adjudicateur qui accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement, conformément aux dispositions du code de la commande publique, article R.2193-1 et suivants.

Le titulaire demeure en toute hypothèse responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions du présent accord-cadre. Il doit s'assurer notamment du respect par ses sous-traitants de toutes les dispositions du présent accord-cadre concernant les obligations de secret professionnel et de confidentialité, des droits de propriété et des mesures de sécurité.

Le pouvoir adjudicateur s'assure également de la compétence technique et des garanties financières du sous-traitant.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du présent accord-cadre conformément à l'article R.2193-11 du code de la commande publique.

## **Article 21 : Réparation des dommages – Assurances**

### **21.1 Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés par le titulaire au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur, particulièrement à son système d'information et notamment aux composants et applications qui le composent, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Aussi, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires pour protéger les applications, à savoir éviter toute perte, destruction ou altération involontaire et accidentelle de programmes, de données ou d'éléments de paramétrage.

Il prend toutes les mesures techniques appropriées pendant ses interventions, entre autres celles qui permettent une restauration rapide de l'état préalable à son intervention. En cas de dommages, le pouvoir adjudicateur est en droit de réclamer au titulaire à titre d'indemnités pour le préjudice subi, les frais de remise en état de l'application et des programmes détériorés du fait de la négligence du titulaire.

### **21.2 Assurances**

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans les matériels et prestations qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés.

Pour ce faire notamment, le titulaire doit avoir souscrit toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages matériels ou immatériels causés par l'exécution des prestations.

La garantie doit également couvrir la responsabilité du titulaire pour les dommages corporels, matériels ou immatériels causés par ses éventuels sous-traitants lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue des responsabilités garanties.

Par la suite, à tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance établissant l'étendue des responsabilités garanties, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

## Article 22 : Changement de situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

### 22.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, de compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

### 22.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, ...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

Conformément à l'article R.2194-6 du code de la commande publique, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial.

Le non-respect par le titulaire de son obligation d'information de changement de situation peut entraîner la résiliation aux torts du titulaire conformément à l'article 25 du présent CCAP.

## Article 23 : Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire

### 23.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre des articles L. 8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- 1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale

émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.

- 2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

**<https://www.e-attestations.com> – rubrique « Connexion fournisseur ».**

### **23.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées**

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut alors décider de résilier l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

## **Article 24 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;

- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord-cadre, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent accord-cadre, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions et à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

## Article 25 : Résiliation de l'accord-cadre

Les modalités de résiliation de l'accord-cadre sont régies par le chapitre 8 du CCAG TIC.

### 25.1. Résiliation aux torts du titulaire

Il est précisé, en complément de l'article 50 du CCAG-TIC, que l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, voire à ses frais et risques :

- En cas de refus d'exécution des prestations ou de non-respect des délais contractuels d'exécutions des prestations ;
- En cas de rejet définitif d'un livrable dans les conditions définies à l'article 8.4. du présent CCAP ;
- En cas d'absence de remplaçant, conformément à l'article 13.2 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect des obligations énoncées à l'article 14 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect des obligations énoncées à l'article 15 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 22 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article 23 du présent CCAP.

Sauf dans les cas prévus au présent CCAP et aux i, m et n de l'article 50 du CCAG-TIC, une mise en demeure préalable assortie d'un délai d'exécution et précisant le manquement aux obligations, la sanction envisagée et la date effective de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Si la mise en demeure est infructueuse, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut exiger la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de l'accord-cadre et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant son exécution et dont il est le dépositaire.

La date d'effet de la résiliation est indiquée dans le courrier adressé au titulaire.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.



Lorsque la résiliation est prononcée aux torts du titulaire, celui-ci ne peut prétendre à indemnité.

## 25.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution de l'accord-cadre, en l'absence de faute du titulaire, par une décision de résiliation, dans les cas prévus par les articles 47, 48, 49 et 51 du CCAG-TIC.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 52 du CCAG-TIC.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle emporte résiliation de l'accord-cadre à la date fixée par le pouvoir adjudicateur.

## Article 26 : Règlement des litiges

Le présent marché est soumis au seul Droit français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En application des dispositions du code de la commande publique concernant le médiateur des entreprises ou les comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, le titulaire et le pouvoir adjudicateur peuvent y recourir.

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de l'accord-cadre, la juridiction compétente est celle dont relève le pouvoir adjudicateur.

## Article 27 : Dérogations

Le présent accord-cadre déroge aux dispositions suivantes du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG - TIC) :

Thème	Articles CCAG-TIC	Article CCAP
Ordre de priorité des pièces contractuelles	4.1.	5
Prolongation délais d'exécution	13.3	12
Pénalités	14	18
Décisions après vérification	34	8.4